



Ensemble en paca le 9 décembre pour augmenter les salaires, développer l'emploi industriel, renforcer nos services publics et notre modèle social !

Partout en région PACA, des initiatives se sont déroulées aujourd'hui de manière coordonnée à l'appel des 6 Unions Départementales ; cela a donné lieu à des rassemblements devant les unions patronales, les CCI, la tenue de conférences de presse, ou à des interpellations des pouvoirs publics, des distributions de tracts sur les questions de salaires, d'emplois, de santé, de protection sociale, de conditions de travail, et de services publics.

Cette action s'est tenue à un moment où de nombreuses luttes émergent dans différents secteurs ou vont voir le jour dans les prochaines semaines. Dans ce cadre le comité régional, composé des 6 unions départementales de paca, a décidé d'une journée d'action et de sensibilisation en préparation à de futures journées d'action interprofessionnelle d'ampleur et de porter partout sur la région les attentes et les revendications des travailleurs notamment sur les questions de salaire et d'emplois, de service public, de santé.

Tout augmente depuis des semaines sauf les salaires, voilà ce que pensent les travailleurs de la région dans tous les secteurs d'activité, dans le public comme dans le privé.

Alors que les prix alimentaires avaient peu augmenté ces dernières années, la vague de spéculation que les salles de marché entretiennent sur les céréales notamment font grimper les coûts de production pour des produits du quotidien comme le pain, les pâtes, les viandes et les produits laitiers. L'immense majorité des familles populaires et des travailleurs se serrent déjà la ceinture, et au fil des semaines elle subit des hausses extravagantes des prix des produits de première nécessité, mais aussi des augmentations sur tout ce qui permet de vivre dignement : tarifs de l'énergie (8,7% pour le gaz au 1^{er} septembre ce qui porte à 44% la hausse sur cinq ans, 14% pour l'électricité sur la même période), sans parler de l'envolée des coûts du carburant.

Le sondage annuel du Secours Populaire Français constate une hausse de la précarité et la baisse des revenus du monde du travail en 2020. Il met en exergue que 8 personnes sur 10 renoncent à s'acheter des vêtements, à profiter des loisirs pour payer logement et énergie...

Dans de nombreux pays européens des gouvernements décident des augmentations de salaire importantes. En France, on préfère tenter de détourner l'attention vers d'autres sujets que la nécessaire répartition des richesses notamment sur les questions identitaires et sécuritaires.

Nous le savons, plus que jamais : une autre dynamique politique ne s'enclenchera pas sans une bataille sociale d'ampleur capable d'ouvrir de nouveaux espoirs et d'abattre l'alternative mortifère entre l'extrême argent et l'extrême droite.

Avec l'invention Zemmour par exemple et par saturation médiatique inédite, le processus atteint un triple point de rupture démocratique et tentative de détournement des préoccupations.

La première touche à la fabrique et la promotion de sujets polémiques détachés de toute réalité. Le second est la dépossession du peuple de la nécessaire confrontation autour des véritables enjeux, ramenant la politique à un simple spectacle. La troisième de déplacer le curseur des attentes sociales sur des sujets plus généraux « dits sociétaux » et impalpables dans l'immédiateté des choses et évacuer la question sociale et la confrontation capital travail donc minimiser la portée des combats sociaux dans le faire société

On l'avait déjà constaté avec la minimisation du scandale révélé par les Pandora Papers, succédant à celui des Panama Papers, pratiquement caché à l'opinion publique, alors que ce sont des milliards qui échappent à l'impôt et à la solidarité nationale.

On a beau tendre l'oreille et éplucher les journaux. A l'époque les chaînes d'information en continu, si promptes à ergoter sur « les prénoms français » et autres obsessions d'extrême droite, n'ont pas mis autant d'énergie à imposer dans le débat public le fléau de l'évasion fiscale, loin s'en faut.

Alors que le salaire minimum a bénéficié d'une infime augmentation de 34,20€ mensuels, quand la rémunération moyenne des grands patrons progresse, sur une année, de 30%, et la rémunération moyenne des grands actionnaires, propriétaires du capital, de 40%. Il est temps d'exiger des augmentations générales des salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux partout. Car au même moment les entreprises reçoivent des milliards d'aides sans aucun contrôle sur leur efficacité en matière d'emploi, ni en termes de normes sociales et environnementales, les plus grandes octroient des dividendes toujours plus élevés et réalisent d'énormes profits. En effet, la part de la valeur ajoutée consacrée aux dividendes a presque triplé en 20 ans ! **Les moyens existent**, les grandes entreprises françaises vont verser 52 milliards d'euros de dividendes en 2021. Et Malgré la crise sanitaire, les dividendes versés par les entreprises devraient rebondir de 42 % cette année. Quant à celles du CAC 40, ont réalisé plus de 60 milliards d'euros de profits au premier semestre. C'est 41 % de plus que lors de la même période en 2019.

Nous demandons l'arrêt des exonérations de cotisations qui représentent plus de 66 milliards d'euros de manque à gagner pour les caisses de la sécu en 2019. Cet argent, qui appartient aux travailleurs doit être affecté à l'augmentation générale des salaires et en premier lieu, au relèvement du SMIC. La ministre du Travail doit décider immédiatement l'augmentation automatique des salaires et des minima dans les branches ainsi que l'ouverture immédiate de négociations dès que le SMIC augmente.

L'intérêt général commande de porter avec détermination la question de l'enjeu de la rémunération du travail, seul créateur de richesses, facteur de développement général par la relance de la consommation. Plutôt que de donner le mauvais exemple en bloquant celle des fonctionnaires, l'État devrait immédiatement augmenter le SMIC de 15%, obligeant ainsi à revaloriser les bas salaires qui sont en général ceux des travailleurs les plus essentiels à la vie commune, mais aussi limiter le recours à la précarité, lancer des négociations par branche et discuter des évolutions de carrières et des formations, dont celles des jeunes, comme de la transmission des savoirs faire dans l'industrie notamment et mettre en œuvre l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Dès lors serait stoppée cette austérité salariale qui fait tant de mal.

Dans la fonction publique, l'État doit prendre des mesures générales de revalorisation : dégel de la valeur du point d'indice, mesures de rattrapage des années de gel, ajout uniforme de points sur les grilles indiciaires. Dans le secteur privé, d'exiger l'ouverture de négociations salariale sans forcément attendre les NAO. Ensemble, allons chercher une rémunération à la hauteur des qualifications, le respect des classifications, un déroulement de carrière prenant en compte les diplômes et l'expérience professionnelle. Une autre répartition des richesses créées est non seulement un enjeu de justice sociale, mais aussi d'efficacité économique.

À l'heure de l'annonce de la fin du « quoi qu'il en coûte », une hausse des salaires remplirait mécaniquement, via la fiscalité et les cotisations, les caisses de l'État et la Sécurité Sociale. Porter le SMIC à 2 000 € fait partie de la solution pour répondre aux besoins de millions de travailleurs Tout commande de passer à un type de développement nouveau dans lequel la création de richesses n'est plus détournée vers les actionnaires et pompée sous forme de dividendes et de prélèvements bancaires, par le secteur financier. **Les créations de richesses doivent servir au développement humain par un nouveau processus vertueux pour rémunérer dignement les travailleurs et travailleuses, financer tous les services publics et des investissements utiles notamment dans l'éducation et la santé.**

Augmenter les salaires, c'est la première préoccupation des salarié-es qui veulent pouvoir vivre de leur travail en Région PACA comme ailleurs ! combattons tous ensemble sur cette question !